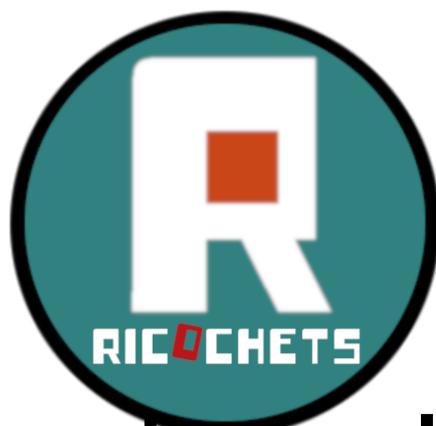


<https://ricochets.cc/En-temps-de-pandemie-la-repression-et-les-brutalites-policieres-continuent.html>



# En temps de pandémie, la répression et les brutalités policières continuent de plus belle

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 21 avril 2020

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

### Infos et liens sur la situation - Des quartiers populaires se révoltent suite à une brutalité policière de trop

La pandémie n'a pas mis en pause les brutalités policières, bien au contraire, les quartiers populaires sont à nouveau une cible choisie pour la répression.

Et de manière plus générale, le régime et le système capitaliste profitent de la situation pour approfondir leurs techniques de contrôle, de surveillance, de répression, d'isolement, de sidération, de propagande, de mensonges...

un régime totalitaire qui s'étend jusque dans nos têtes

Les commandes de drones et de lacrymos, les personnes battues et blessées par la police, les pouvoirs discrétionnaires auto-accordés au 1er ministre, les interdictions disproportionnées n'ont rien à voir avec des mesures sanitaires d'urgence (interdiction de fréquenter des espaces naturels, couvre-feux, censures de banderoles...), mais tout à voir avec un régime totalitaire qui s'étend jusque dans nos têtes poussées à la servitude volontaire.

**Pour un régime policier anti-démocratique, quoi de mieux que des prisonniers qui réclament plus de barreaux ?**, qui supplient pour plus d'applications numériques de surveillance, plus d'Etat et plus de technologies ?

## RÉVOLTES DANS LES QUARTIERS.

Par [Rennes DTR](#)

Plusieurs quartiers d'Île-de-France, de Lyon et de Strasbourg se sont soulevés cette nuit contre les forces de l'ordre après les violences et les humiliations répétées de ces derniers jours.

Depuis le 8 avril on compte déjà 5 morts et plusieurs dizaines de blessés imputables aux forces de l'ordre.

Sur fond de crise sanitaire la police a carte blanche pour faire régner la terreur dans les rues, elle s'acharne plus particulièrement sur ces quartiers populaires. Le gouvernement donne les moyens, l'extrême-droite renchérit.

► Sélection d'articles :

- [Au nom de la lutte contre le covid-19, la police française a déjà tué 5 personnes et fait plus de 10 blessés graves](#) - Dès les premiers jours du confinement d'une grande partie de la population, de nombreuses vidéos montrant des violences policières ont été relayées. Les militant-es des quartiers populaires avaient alors avertis du danger que représentaient des rues vides, donnant de fait carte blanche aux flics en l'absence de témoins. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir ces dires confirmés, avec un premier tir de LBD sur une fillette de 5 ans. Devant le peu de réactions, les flics s'en sont donné à coeur joie : en à peine 8 jours c'est déjà 5 personnes qui ont été tuées...
- [Il y a toujours des sous pour détruire une ZAD](#) - Le 8 avril, la ZAD de la Dune à Brétignolles-sur-Mer en Vendée a été expulsée, en plein confinement. Pratique pour éviter que des soutiens ne viennent pour défendre la zone. (...) On se demande donc comment, en période de confinement, des personnes des environs ont pu quitter leur logement et se regrouper - à l'appel de la municipalité -, pour venir participer à la joyeuse destruction de ce lieu de vie. De quelle droit se sont-elles permises d'utiliser le feu, et de vandaliser des camions aménagés ? Pourquoi ces actions, si ce n'est pour briser et intimider en dehors de tout cadre ?
- [Violences policières à Villeneuve-la-Garenne : « Le coronavirus, c'est l'Etat »](#)
- [La mise en scène politique et médiatique du confinement : Nécro-politique et quartiers populaires](#) - Il y a le confinement d'une part et il y a le discours politique et médiatique qui l'accompagne d'autre part. La question du confinement renvoie au choix de la stratégie de lutte contre la pandémie qui elle-même découle d'une série de facteurs [critères de priorités des preneurs de décision c'est-à-dire de la classe dominante, état des moyens

disponibles en lien avec les politiques structurelles antérieures - services public, politique de santé, de logement, etc. -, degré de légitimité du gouvernement, etc.] Le discours idéologique d'accompagnement renvoie lui à la nécessité pour les dominants de visibiliser certains aspects et d'en invisibiliser d'autres, d'imposer des grilles de lecture et des attributions causales des comportements et d'en occulter d'autres. En l'occurrence ce que révèle la politique choisie dans la lutte contre la pandémie c'est une nécro-politique pour entraver le moins possible le fonctionnement de l'activité économique et les profits qui vont avec. Le besoin de masquer les conséquences de celle-ci mène pour sa part à une essentialisation des quartiers populaires et de leurs habitants articulant racisme, mépris de classe et moralisation dans le cadre de la préparation stratégique de l'après-pandémie. (...) La préparation idéologique de l'après-confinement est à la hauteur de la révolte populaire grandissante mais contenue du fait du contexte exceptionnel. Elle annonce l'accélération d'une fascisation déjà entamée avant la pandémie. Elle appelle une réponse convergente en termes de solidarité sans faille face à la répression et de soutien actif aux différentes luttes sociales refusant les « sacrifices » et « l'unité nationale ».

- [RÉVOLTES DANS LES QUARTIERS - ¥ VIOLENCES POLICIÈRES - LE POINT DE RUPTURE ¥](#) - Notre rôle à tous et toutes et de ne pas laisser ces révoltes se faire mater par la police. Ces révoltes qui ont pour volonté de combattre les crimes policiers et les violences policières sont un espoir pour les quartiers populaires et leurs habitant-e-s, l'expression d'une juste colère, la réponse à une oppression qui dure et depuis des dizaines d'années.

Refusons le retour à la normale.

- [Nuits de révolte dans les quartiers. « Quand ça va repartir comme en 2005, il ne faudra pas s'étonner. »](#) - Depuis dimanche, plusieurs quartiers populaires se sont embrasés, après qu'un homme ait été grièvement blessé par la police à Villeneuve-La-Garenne samedi. Une étincelle qui révèle qu'avec le confinement répressif et l'Etat d'urgence sanitaire, le gouvernement fait payer cher la crise aux habitants des quartiers populaires.
- [Enquête sur le maintien de l'ordre en manifestation : Mutiler, charger, interpeler en toute impunité](#) - Notes sur le rapport de l'ACAT : MAINTIEN DE L'ORDRE : À QUEL PRIX ? - Les violences policières pendant le confinement ont révélé encore une fois un traitement particulier des habitants des quartiers populaires majoritairement issus de l'immigration et/ou de la colonisation. Mais ces violences ne sont pas nouvelles. L'ACAT publie régulièrement des rapports sur le maintien de l'ordre. Le dernier date de mars 2020 et il concerne principalement le maintien de l'ordre en manifestation
- Usul. [Violences policières : quand l'État ne tient plus ses flics](#)
- [Les cortèges de fenêtre sous le coup du diktat policier](#)



**Les drones militaires et autres robots autonomes armés se multiplient - Bientôt Terminator ?**

- [Applis, drones... l'alibi sanitaire d'une surveillance généralisée](#) - Depuis le début du confinement, les gadgets et outils numériques brandis comme « solutions » de crise déferlent. Des drones aux applications mobiles de « santé », tout est bon pour tester... et espérer prendre des parts de marchés. Loin d'être des outils proportionnés et uniquement calibrés pour la crise, ils définissent une vision « solutionniste » du capitalisme qui se veut l'ultime remède à tous les maux.

## TRIBUNE publiée par Cerveaux non Disponibles

Ce n'est pas le covid qui m'empêche et me fait peur, mais la police, c'est la police qui me fait peur, c'est elle qui m'empêche de sortir. Est-ce si compliqué de le dire ? Où faut-il encore jouer la comédie ? Et les appels à rester chez soi pour sauver l'hôpital n'auront été rien d'autre qu'une farce. Car rester chez soi ne sauve en rien un hôpital quand celui-ci est sous le coup d'une politique libérale comptable. Sans pressions populaire dans la rue aucun hôpital s'en trouverait sauvé. **C'est un conte de fée que de croire un instant que l'hôpital serait sauvé par l'inaction et l'absence de manifestations, qu'il serait sauvé par le virus seul, et c'est une tartufferie majeure que de reporter à plus tard manifestations et contestations car après c'est encore d'autres problèmes. Et c'est pourquoi seule la police m'empêche de sortir et de manifester, et le dire donne une autre description du présent. Aucune adhésion, seulement une oppression, seulement une répression.**

**Et puisqu'il n'y aura pas de test massifs, pourquoi donc continuer ce confinement ?**

**Par peur de la police.**

**C'est la police qui nous confine. Ce n'est pas une quelconque politique sanitaire. C'est une politique libérale autoritaire qui nous confine.**

A ce stade nous n'avons rien d'autre à faire que de s'équiper d'un masque et sortir. Et sortir manifester. Et c'est la police qui m'interdit de manifester, rien d'autre. Et qu'à la fin des fins c'est le droit de manifester qui aura été ainsi camouflé, retiré, pour la reconduction d'une politique libérale. Et la police n'aura jamais eu autant de pouvoir.

On se demande toujours comment un pouvoir autoritaire trouve les ressources de la servitude volontaire. Et bien regardez c'est à l'oeuvre.

Il lui suffit de tisser une histoire à laquelle tout le monde est convié, un rôle pour chacun. Première ligne, seconde ligne, troisième ligne. Une belle distribution. Et c'est dans la terreur de l'uniforme planqué là dans l'ombre que chacun joue.

Mais je vous le dis, je ne veux plus jouer. Et je ne vois que de mauvais acteurs, de faux dévots, des tartuffes et beaucoup de gens terrorisés se racontant la nuit tombée le sauvetage des hôpitaux, s'applaudissant chaque jour, se donnant du courage, dans cette mauvaise comédie pour ne pas affronter la police, lui faire face.

**Car c'est la vérité. Le pouvoir ne tient plus que par sa police. Vrai plus que jamais, une fois la comédie défaite.**



**Refusons le retour à la normale - ni pistage ni flicage**

- [État d'urgence sanitaire et état de droit - Entretien avec le juriste Paul Cassia](#) - La seule réponse un peu articulée apportée par le gouvernement face à la propagation du virus semble tenir dans la création d'un état d'urgence sanitaire et l'adoption, sans débat, de 25 ordonnances dont certaines modifient en profondeur le droit du travail comme la procédure pénale. Il en résulte d'abord, concrètement, une déferlante ahurissante de textes qui, en l'espace de quelques jours, changent les règles du jeu, sans que soient toujours respectées les formes prescrites par la Constitution.

Pour s'y retrouver dans ce raz-de-marée normatif, qui constitue en lui-même un dispositif redoutable, nous

avons demandé lumière à Paul Cassia, Professeur de droit à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, qui a beaucoup travaillé sur, et surtout contre, l'état d'urgence version « antiterroriste ».

Ce nouvel état d'urgence sanitaire dont le régime est en partie calqué sur celui de l'état d'urgence sécuritaire vient asseoir les pouvoirs du Premier ministre - qui peut nous assigner à résidence ou interdire « les réunions de toute nature » - tandis que les juges censés contrôler son action se retranchent derrière les « circonstances qui ont donné lieu à la déclaration de l'état d'urgence sanitaire ».... La boucle est-elle bouclée ?

(...)

**Le principal danger de l'état d'urgence sanitaire pour les libertés publiques est d'ordre philosophique : il serait de penser que la solution aux risques de toute nature (attentats, catastrophe sanitaire...) est de type quasi-répressif, ou en tout cas relève de la police administrative, alors qu'elle relève essentiellement du terrain politique.**

(...)

Nous ne devons pas accepter cela, car en réalité, non seulement l'imagination sécuritaire est sans fin, non seulement il ne peut être souhaitable ni même réaliste, de vouloir vivre dans une société à risque zéro, mais surtout, ces mesures coercitives interviennent trop tard et manquent leur cible. Elles empêchent de nous focaliser sur les racines du mal, alors qu'il faut traiter non pas seulement les conséquences de la pandémie, mais essentiellement revenir à ses causes.

Celles-ci ne sont pas de nature sécuritaire ; elles tiennent aux politiques publiques suivies quinquennat après quinquennat, dont les effets sont hélas accentués par l'addition de nos millions de comportements individuels qui ne prennent pas au sérieux l'état dans lequel nous avons mis notre planète.

Car au fond, avec l'état d'urgence sanitaire, nous appliquons une logique de forteresse à l'égard d'un virus, en attendant que les services des urgences hospitalières soient moins sollicités. C'est une « stratégie » de très court terme, risquée à moyen et long termes en raison de l'absence d'immunisation collective qu'elle implique. Elle a été rendue nécessaire par la manière dont, depuis des dizaines d'années, les pouvoirs publics nationaux considèrent les services publics, gérés sur des normes comptables à l'instar des entreprises, alors qu'on s'aperçoit aujourd'hui que la prévention a certes un coût immédiat mais qui est incroyablement moins élevé que celui que nous allons payer en raison de politiques fiscales et économiques néolibérales

## LETTRE OUVERTE DE LA COMMUNAUTÉ ÉRYTHRÉENNE DE LA JUNGLE DE CALAIS

Avant de commencer à écrire notre plainte concernant les événements suivants impliquant des CRS, nous souhaitons dire quelques mots à propos de nous-mêmes,

Nous sommes des exilés venant d'Érythrée. Nous sommes ici pour la simple raison de vouloir vivre notre vie en sécurité, et avoir un futur. Nous ne sommes pas des criminels, nous sommes des migrants. Nous sommes des innocents qui essayons d'aller en Angleterre.

Notre plainte concerne une compagnie de CRS et leurs actions impulsives et agressives à notre égard.

Ils ne nous considèrent pas comme des êtres humains. Ils nous insultent de noms tels que monkey (singe), bitch ( salope), etc...

Et, depuis quelques semaines, ils ont commencé à menacer nos vies en nous battant de sorte que l'occasion se présentait à eux. Lorsque par exemple ils trouvaient un groupe de deux ou trois personnes marchant vers la distribution de nourriture, ou dans nos tentes, lorsque nous dormions.

Ils accablent dans leurs véhicules en roulant dans notre direction, comme s'ils voulaient nous écraser. Ils ont également emmené des gens avec eux dans des endroits éloignés de Calais, et les ont frappés jusqu'à ce qu'ils perdent connaissance.

## En temps de pandémie, la répression et les brutalités policières continuent de plus belle

---

Ils cachent leurs codes personnels (note : numéro RIO) lorsqu'ils commettent ces actions illégales envers nous. Lorsqu'ils se rendent compte que nous filmons, ils s'attaquent à nous et cassent nos téléphones.

Voici une liste de tous les actes violents auxquels nous avons été soumis récemment. Tous ces événements ont eu lieu à Calais et ont été commis par des agents CRS :

C 26 mars 2020, 15h30 : une personne a été gazée et frappée par les CRS avoir sa tête vue refuse l'entrée du supermarché Carrefour

C 27 mars 2020, 14h00 : deux personnes qui marchaient près du Stade de l'Épée pour se rendre à la distribution de nourriture ont été passées à tabac par les CRS. L'une des victimes a eu le bras cassé suite à cette agression. (compagnie 8)

C 27 mars 2020 : deux personnes qui marchaient près du stade de BMX pour aller à la distribution de nourriture ont été frappées et gazées par les CRS (compagnie 8)

C 28 mars 2020, 9h00 : une personne qui marchait dans la rue Mollien a été jetée au sol et passée à tabac par les CRS (compagnie 8)

C 28 mars 15h00 : deux personnes marchant près du stade de BMX pour aller à la distribution de nourriture ont été frappées et gazées par les CRS (compagnie 8)

C 28 mars 2020, 15h30 : une personne qui marchait seule Quai Lucien L'heureux et se rendant à son campement a été passée à tabac et frappée à l'arrière de la tête avec une matraque télescopique par les CRS (compagnie 8)

C 28 mars 2020 : quatre personnes qui marchaient près du stade de BMX ont été passées à tabac par les CRS, à l'aide de matraques télescopiques (compagnie 8)

- ▶ 31 mars 2020, 12h50 : deux personnes sorties d'un camion ont été passées à tabac Rue des Sablières. Une personne se plaignait d'une douleur importante au bras, la deuxième a été laissée quasiment inconsciente et a dû être évacuée vers l'hôpital en ambulance. (compagnie 8).

*La communauté des réfugiés érythréens de Calais*  
(posté par Utopia 56 Calais)

## VIOLENCE SOCIALE AU TRIBUNAL DE NANTES

- ▶ **Un SDF condamné s'ouvre les veines à la fin de l'audience -**

C'est une affaire effroyablement triste qui a eu lieu au tribunal de Nantes. Un condensé de violence de classe. Elle est racontée dans la presse d'aujourd'hui. C'est l'histoire d'un homme, sans domicile, jeté en prison par des magistrats particulièrement inhumains :

- ▶ L'homme sort à peine de prison. Un mois d'enfermement pour un « vol de bouteille »

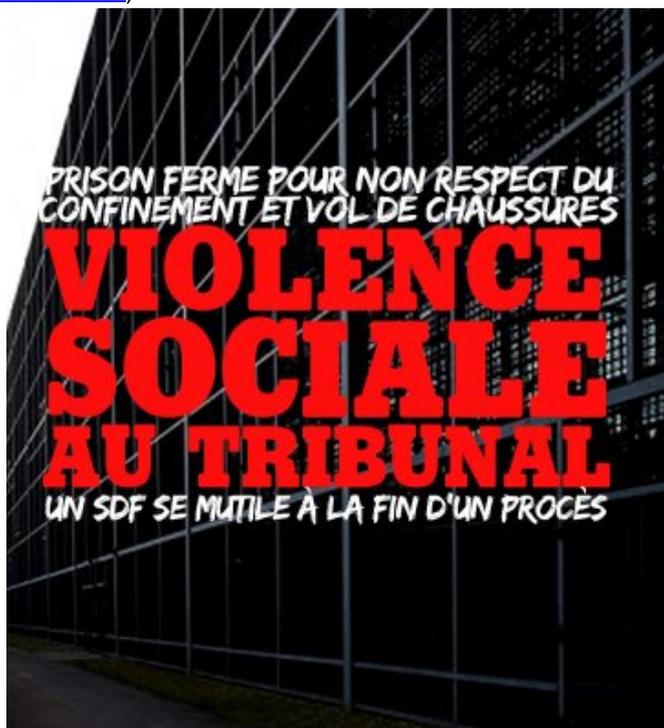
## En temps de pandémie, la répression et les brutalités policières continuent de plus belle

- ▶ Il est SDF, affamé. En plein confinement, il n'a nul part où aller. Il est verbalisé pour « non respect du confinement » par des policiers kafkaïens
- ▶ La Justice le met dans une situation aberrante : il est interdit de séjour en Loire-Atlantique, mais doit pointer au commissariat de Nantes, ce qui le met dans l'illégalité.
- ▶ Il est finalement arrêté, quelques jours après sa sortie, pour « non respect du confinement ». Il vit dehors. Et un vol de chaussures à 14,99Euros. Il avait trop mal aux pieds
- ▶ La procureure demande 4 mois de taule. La juge donne deux mois ferme avec mandat de dépôt. Une sentence froide comme du béton armé.
- ▶ Le condamné, en fauteuil, tente de se suicider à l'énoncé du verdict, en s'ouvrant le bras.

Un échange particulièrement ignoble a lieu lors de l'audience, de la part d'une magistrate nantaise grassement payée : « -Et à minuit, quand vous avez été contrôlé, vous faisiez quoi ? -Je voulais aller à l'hôpital, j'avais trop mal, et avant, j'ai voulu manger. » Elle s'écrie : « - Encore ! »

**La justice broie les plus démunis, et protège les riches et les puissants.**

([post et montage photo Nantes Révoltée](#))



**Un SDF condamné s'ouvre les veines à la fin de l'audience**